



GHT VAL DE SEINE ET PLATEAUX DE L'EURE
CHI Elbeuf Louviers Val de Reuil
Rue du Docteur Villers 76410 Saint Aubin les Elbeuf

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

(C.C.P.)

**Aménagement (électricité, Balisage et Menuiserie) de Véhicules
Légers Médicalisés pour le SMUR d'Elbeuf**

PROCEDURE DE CONSULTATION :

Procédure adaptée soumise aux dispositions de l'article L2123-1 et R2123-1 du code de la commande publique.

Le présent document comporte 13 feuillets numérotés de 1 à 13.

En date du 05/04/2024

SOMMAIRE

ARTICLE 1	DEFINITION DES PARTIES CONTRACTANTES	4
1.1)	Parties contractantes	4
1.2)	Pouvoir adjudicateur	4
ARTICLE 2	DEFINITION DU MARCHÉ PUBLIC	4
2.1)	Objet du marché.....	4
2.2)	Nature et étendue des prestations	Erreur ! Signet non défini.
2.3)	Profil recherché	Erreur ! Signet non défini.
2.3.a	Lots	4
2.3.b	Quantités	4
2.4)	Procédure de passation.....	4
2.5)	Forme du marché	5
2.6)	Durée du marché	5
ARTICLE 3	REGLEMENTATION ET PIECES CONTRACTUELLES	5
3.1)	Réglementation	5
3.2)	Pièces contractuelles.....	6
3.2.a	Pièces Particulières.....	6
3.2.b	Pièces générales	6
ARTICLE 4	PRIX OU MODALITES DE SA DETERMINATION	6
4.1)	Forme des prix.....	6
4.2)	Détermination des prix.....	7
4.3)	Révision des prix.....	7
4.4)	Date de validité des offres	7
ARTICLE 5	EXECUTION DE LA PRESTATION.....	7
5.1)	Commandes.....	7
5.2)	Conditions d'admission	7
ARTICLE 6	CONTROLE D'EXECUTION ET DE QUALITE DES PRESTATIONS	7
6.1)	Vérifications.....	7
6.2)	Décisions après vérifications	8
ARTICLE 7	FACTURATION ET PAIEMENT.....	8
7.1)	Règlements des fournitures	8
7.2)	Remise des factures	9
7.3)	Intérêts moratoires	9
7.4)	Nantissement	9
ARTICLE 8	AVANCE ET RETENUE DE GARANTIE.....	10
ARTICLE 9	PENALITES.....	10
ARTICLE 10	ASSURANCES.....	10
ARTICLE 11	GARANTIE	10
11.1)	Garantie autre que celle de vices cachés	10

ARTICLE 12	ARTICLE – MODIFICATION DU MARCHE.....	10
12.1)	Prestations exceptionnelles	10
12.2)	Fermeture ou ouverture de sites	11
12.3)	Evolution de la réglementation.....	11
ARTICLE 13	RESILIATION DU MARCHE ET EXECUTION PAR DEFAULT	11
13.1)	Résiliation pour inexécution de ses obligations par le titulaire	11
13.2)	Résiliation pour insolvabilité	11
13.3)	Résiliation du marché pour changement économique.....	11
13.4)	Résiliation pour non-respect de la réglementation	11
ARTICLE 14	DISPOSITIONS DIVERSES.....	12
14.1)	Non validité partielle et titre	12
14.2)	Renonciation.....	12
14.3)	Cautionnement.....	12
14.4)	Démarche commerciale	12
14.5)	Notification électronique	12
14.6)	Obligation du titulaire quant à son personnel	12
ARTICLE 15	REGLEMENT DES LITIGES.....	12
ARTICLE 16	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	13
SIGNATURE ET CACHET DE L'ENTREPRISE :		13

ARTICLE 1 **DEFINITION DES PARTIES CONTRACTANTES**

1.1) Parties contractantes

Les parties contractantes sont :

D'une part,

Le GHT Val de Seine & Plateaux de l'Eure, représenté par l'établissement support Centre Hospitalier Intercommunal Elbeuf-Louviers-Val de Reuil, désigné ci-après « **CHIELVR** », pour son propre compte.

D'autre part,

Le fournisseur qui conclut le marché, désigné ci-après, le « **Titulaire** ».

Dans le cadre de l'exécution du marché public, est l'interlocuteur du titulaire :

- Le département de l'Information Médical

1.2) Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est le représentant légal de l'établissement Support au GHT :

Monsieur le Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal d'Elbeuf-Louviers/Val de Reuil.

ARTICLE 2 **DEFINITION DU MARCHE PUBLIC**

2.1) Objet du marché

Aménagement (électricité, Balisage et Menuiserie) de Véhicules Légers Médicalisés pour le SMUR d'Elbeuf

2.1.a Lots

Le présent marché est composé en un lot unique. La présente consultation ne fait pas l'objet d'un allotissement au sens des articles L2113-10, L2113-11, R.2113-1 et suivants du Code de la commande publique. En effet, son allotissement rendrait plus difficile et plus coûteuse son exécution en raison de l'interdépendance des prestations à réaliser.

2.1.b Quantités

Les quantités estimatives et non contractuelles sont indiqués au Détail Quantitatif Estimatif.

2.2) Description des prestations :

La description détaillée du besoin est défini dans le document « Descriptions de la prestation » inclus dans le DCE

2.3) Procédure de passation

Le marché public est passé par le CHIELVR, conformément aux dispositions du Code de la Commande Publique selon ordonnance n°2018-1074 du 26/11/2018 et décret n°2018-1075 du 03/12/2018, et par référence au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG / FCS), issu de l'arrêté du 30 mars 2021 publié Journal Officiel du 01 avril 2021

- ☐ Appel d'offres ouvert
- ☐ Appel d'offres restreint
- ☐ Procédure concurrentielle avec négociation
- ☐ Dialogue compétitif
- ☒ Procédure adaptée
- ☐ Marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalable

2.4) **Forme du marché**

Le marché est un marché unique ordinaire

Le marché est estimé globalement à hauteur de 40 000 € HT.

Les prestations sont effectuées au vu des bons de commande émanant et signés par la personne ayant reçu délégation de signature.

Seuls les bons de commande signés par un représentant du CHIELVR dûment habilité sont honorés par le titulaire. Les bons de commandes sont transmis par courrier simple, par télécopie ou par envoi dématérialisé.

2.5) **Durée du marché**

Le marché prendra effet à compter de sa date de notification jusqu'à Le présent marché est passé à compter de sa date de notification jusqu'à réception du véhicule équipé, aménagé, symbolisé par un PV de réception. Le délai de réalisation mentionné dans l'offre du titulaire court à compter du PV de prise en charge jusqu'au PV de réception du véhicule.

Il n'est pas prévu de reconduction.

La notification consiste en une remise au titulaire de la copie de l'acte d'engagement signé par le Directeur Générale du CHIELVR. Cette transmission s'effectuera via le profil acheteur du CHIELVR.

Le titulaire doit impérativement transmettre une adresse électronique valide pendant toute la durée du contrat. Il s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir le service acheteur du CHIELVR dans les plus brefs délais.

Le pouvoir adjudicateur devra se prononcer au moins trois mois avant la fin de la durée de validité du marché concernant la reconduction du marché.

Conformément à l'article R2112-4 du code des marchés publics, le titulaire ne pourra pas s'y opposer.

Il pourra être résilié à une date antérieure, en application de l'article 29 du C.C.A.G. fournitures courantes et services ou des conditions particulières de résiliation définies au chapitre 6 du C.C.A.G-F.C.S.

ARTICLE 3 **REGLEMENTATION ET PIECES CONTRACTUELLES**

3.1) **Réglementation**

La réglementation régissant les marchés est la suivante :

- Le code de la commande publique selon ordonnance n°2018-1074 du 26/11/2018 et décret n°2018-1075 du 03/12/2018
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services (C.C.A.G.- F.C.S.) passés au nom des collectivités locales et de leurs établissements publics, arrêté du 30 03 2021.
- La réglementation concernant la protection des travailleurs.

Les textes à appliquer sont ceux en vigueur, le premier jour du mois de la date limite de réception des offres. Ces textes, réputés connus du titulaire ne sont pas joints au dossier d'appel d'offres. Ils peuvent être retirés auprès de la Direction des Journaux Officiels - 26 Rue Desaix – 75727 PARIS Cedex 15.

3.2) Pièces contractuelles

Le marché est constitué par les documents par ordre de priorité énumérés ci-après :

3.2.a Pièces Particulières

- L'acte d'engagement et son annexe le Bordereau des Prix unitaires
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP) dont l'exemplaire conservé dans les archives du CHI Elbeuf-Louviers-Val de Reuil fait seul, foi
- Les bons de commande
- Le descriptif du véhicule
- Le Descriptif de la prestation.

Ces pièces n'auront un caractère contractuel qu'après notification au titulaire du marché. En cas de non-conformité ou de divergence d'interprétation entre leurs clauses, chaque pièce l'emportera sur la suivante dans l'ordre de l'énumération ci-dessus.

Il est rappelé que le fait d'avoir répondu à la consultation implique l'acceptation sans aucune réserve du présent CCP.

Les modalités, propres au titulaire, qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à l'acte d'engagement, notamment les conditions générales de ventes, et contradictoires avec les documents contractuels ne s'appliquent pas au présent marché public.

3.2.b Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services (C.C.A.G. - F.C.S.)
- Les obligations du Code du Travail
- La réglementation concernant la protection des travailleurs

Les textes officiels ainsi que les obligations sociales ou fiscales à appliquer sont ceux en vigueur le premier jour du mois de la date limite de réception des offres.

ARTICLE 4 PRIX OU MODALITES DE SA DETERMINATION

4.1) Forme des prix

Le marché est traité à prix unitaires.

Les montants indiqués dans les annexes de l'acte d'engagement n'ont qu'une valeur indicative prévisionnelle, les quantités pouvant varier. Les prix unitaires du(ou)des bordereaux de prix seront appliqués aux quantités réellement Exécutées.

Les prix sont réputés comprendre toutes les prestations, les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation. Ils comprennent également tous les frais afférents à la bonne exécution du marché, même si des prestations n'ont pas été explicitement détaillées dans le C.C.P. Ils comprendront notamment la formation des utilisateurs.

Ces prix doivent inclure l'utilisation des matériels.

A cet effet, le titulaire est réputé s'être rendu sur les lieux si nécessaire avant l'établissement de son prix et avoir pris connaissance de tous les éléments pouvant influencer sur sa proposition.

4.2) Détermination des prix

Ils seront réputés fermes et établis sur la base des conditions économiques du mois précédent celui de la date limite de réception des offres.

Il ne sera accepté aucune demande de modification des prix, fondée sur la fluctuation du cours des devises.

Les prix s'entendent franco, marchandises rendues dans les locaux du Centre Hospitalier Intercommunal Elbeuf - Louviers/Val de Reuil. Ils sont établis emballage perdu.

4.3) Révision des prix

Les prix sont fermes pour toute la durée du marché.

4.4) Date de validité des offres

La date de validité des offres est fixée à 3 mois à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 5 EXECUTION DE LA PRESTATION

5.1) Commandes

Les commandes correspondant aux besoins du Centre Hospitalier Intercommunal Elbeuf, Louviers/Val de Reuil et aux dispositions du présent cahier des charges, seront passées par bon de commandes envoyés par courrier éventuellement, par fax, ou mail.

Les bons de commande comporteront :

- La référence du marché
- La désignation de la prestation
- La quantité commandée
- Le prix de la prestation
- Le lieu, l'heure et la date d'intervention
- La signature du Directeur des Services Techniques et Hôtelières

Les bons de commandes pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

5.2) Conditions d'admission

Toute prestation ne correspondant pas à la description telle que définie dans l'offre du titulaire sera refusée et pourra être remplacée aux frais exclusifs du titulaire.

ARTICLE 6 CONTROLE D'EXECUTION ET DE QUALITE DES PRESTATIONS

6.1) Vérifications

Le CHIELVR désignera des responsables chargés de vérifier la bonne exécution des prestations conformément au présent CCP.

Cette vérification servira de base à la liquidation des sommes dues au Titulaire et, le cas échéant, à la fixation du montant des pénalités qui pourront être mises à la charge du Titulaire, dans les conditions prévues à l'ARTICLE 9 ci-après.

Les deux vérifications, qualitative d'une part, quantitative d'autre part, sont effectuées à l'instant et sur le lieu de la livraison par le Pharmacien ou son Représentant, qui peut se faire assister par tout spécialiste de leur choix. Si le résultat des vérifications qualitatives n'est pas satisfaisant, les dispositions de l'article 27 du C.C.A.G. – F.C.S. s'appliqueront.

6.2) Décisions après vérifications

· Si le résultat des vérifications qualitatives et quantitatives est satisfaisant :

L'admission est prononcée séance tenante par la Direction de l'information Médicale ou son Représentant,

L'admission est matérialisée par le visa ou le cachet apposé par la Direction de l'information Médicale ou son Représentant.

· Vérification qualitative non conforme

Si la prestation ne correspond pas qualitativement aux spécifications du marché, ou à la commande régulièrement passée dans les conditions prévues au présent Cahier des Clauses Particulières, Direction de l'information Médicale ou son Représentant peut :

- Soit la refuser : elle doit alors être impérativement notifiée sur mise en demeure verbale du Titulaire ou de son Représentant
- Soit l'accepter, avec réfaction de prix déterminée d'un commun accord, le défaut d'accord entraînant
- Soit la faire saisir par les Services compétents.

· Vérification quantitative non conforme

Si la quantité codée n'est pas conforme à la quantité commandée, Direction de l'information Médicale ou son représentant peut mettre le Titulaire en demeure :

- De compléter, dans le cas contraire, dans les délais qui lui seront prescrits, à concurrence de la quantité totale prévue par le bon de commande.

ARTICLE 7 FACTURATION ET PAIEMENT

Conformément à la réglementation, en vigueur, le marché est conclu en euros.

7.1) Règlements des fournitures

La prestation fera l'objet d'une facturation mensuelle indiquant la quantité précise de codages effectués.

Les règlements seront effectués par voie de mandat administratif, après réception de la facture, au compte indiqué dans l'acte d'engagement, respectivement :

- par le comptable assignataire du C.H.I.E.L.V.R. : Madame le Trésorier Principal des Finances d'Elbeuf,

Conformément aux dispositions des articles n°R2192 relatifs au délai maximum de paiement et à la mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics, le délai de paiement est fixé à 50 jours à partir de la date de réception de la demande de paiement par le GHT.

Toutefois, ce point de départ pourra être la date d'exécution des prestations lorsqu'elle sera postérieure à la date de réception de la demande de paiement. La date de réception de la demande de paiement et la date d'exécution seront constatées par le GHT. A défaut, ce sera la date de demande de paiement augmentée de deux jours qui fera foi. En cas de litige, il appartiendra au titulaire d'administrer la preuve de cette date.

Le délai global de paiement, tel que défini aux articles n°R2192 du code de la commande publique, pourra être suspendu.

Cette suspension fera l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précisera les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter.

Le délai global de paiement sera alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

A compter de la réception des justifications demandées par le GHT, un nouveau délai global sera ouvert : il sera de 30 jours ou égal au solde restant à courir à la date de la suspension, si ce solde est supérieur à 30 jours.

En cas de changement du compte de règlement, le titulaire du marché doit impérativement, avant toute nouvelle facturation, adresser au CHIELVR un courrier indiquant qu'il désire être payé à un nouveau compte que celui indiqué dans le marché, en joignant un relevé d'identité correspondant à ce nouveau compte.

7.2) Remise des factures

Après chaque livraison une facture sera établie et adressée OBLIGATOIREMENT :
via le portail CHORUS PRO

Code service : ECO

La facture comportera les indications suivantes :

- _ Les noms et adresses du créancier
- _ L'identité bancaire ou postale telle qu'elle est précisée à l'acte d'engagement
- _ Le numéro du bon de commande
- _ Le numéro et la date du marché
- _ La description de la prestation
- _ la date d'intervention
- _ Le montant hors TVA de la fourniture/de la prestation
- _ Le taux et le montant des taxes
- _ Le montant total des prestations effectuées

7.3) Intérêts moratoires

Le défaut de paiement, dans les délais prévus à l'article 7.1) du présent C.C.P., fait courir de plein droit, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai global de paiement tel que défini dans l'article 7.1) du présent C.C.P.

Le taux des intérêts moratoires qui s'appliquera sera égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;

7.4) Nantissement

Afin de permettre l'application du régime de cession ou de nantissement des créances résultant d'un marché, sont désignés :

Comme personne compétente pour fournir les renseignements indiqués section 5 des articles n°R2191 du code de la commande publique : **Le pouvoir adjudicateur.**

Comme comptable assignataire : **Madame le Trésorier Principal des Finances d'Elbeuf.**

ARTICLE 8 **AVANCE ET RETENUE DE GARANTIE**

Une avance est accordée au titulaire du marché lorsque le montant fixé est supérieur au seuil de 50 000 € HT. Cependant, le titulaire peut refuser le versement de l'avance forfaitaire.

Le calcul du montant de l'avance devra, dans tous les cas, respecter les dispositions des articles n°R2192 du code de la commande publique.

Le titulaire sera dispensé du versement d'une retenue de garantie.

ARTICLE 9 **PENALITES**

Il est fait dérogation aux clauses du CCAG FCS, en ce qui concerne les dispositions sur les pénalités. Parallèlement, il est prévu les pénalités suivantes, et ce, sans qu'une mise en demeure ne soit nécessaire :- 100 € par jour de retard selon délai l'indiqué dans l'offre, délai décompté à partir du PV de prise en charge. Ces pénalités sont cumulables.

Le montant total des pénalités de retard ne comporte aucune limite, par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, et ce montant ne peut être une cause de non application des pénalités, en application de l'article 14.1.3 du CCAG FCS.

ARTICLE 10 **ASSURANCES**

Le titulaire du marché sera tenu d'être couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code Civil, ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné lors ou du fait de l'exécution des prestations objets du marché public.

ARTICLE 11 **GARANTIE**

11.1) Garantie autre que celle de vices cachés

Le Titulaire répond de la qualité des prestations pendant leur délai réglementaire de conservation, sauf négligences ou fautes prouvées du Centre Hospitalier Intercommunal d'Elbeuf - Louviers / Val de Reuil.

ARTICLE 12 **ARTICLE – MODIFICATION DU MARCHE**

12.1) Prestations exceptionnelles

Tout avenant doit obligatoirement intervenir par écrit et être signé par les deux parties. Il fait alors partie intégrante du marché. Il sera fait application des articles n°R2194 du code de la commande publique.

12.2) Fermeture ou ouverture de sites

En cas de fermeture ou d'ouverture de site pendant la durée du marché, les prestations feront l'objet d'un avenant

12.3) Evolution de la réglementation

Le contrat est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation. Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché public, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.

Le GHT pourra négocier de bonne foi un avenant audit marché public afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation.

ARTICLE 13 RESILIATION DU MARCHE ET EXECUTION PAR DEFAUT

Le GHT se réserve droit de résilier le marché, à tout moment, qu'il y ait faute ou non du titulaire et ce comme indiqué au chapitre 7 du C.C.A.G.- F.C.S.

13.1) Résiliation pour inexécution de ses obligations par le titulaire

En cas de manquement du titulaire dans l'exécution de l'une quelconque de ses obligations au titre du marché, le GHT Val de Seine & Plateaux de l'Eure prendra toutes les dispositions pour faire pourvoir immédiatement aux besoins du service aux frais et risques du titulaire sans mise en demeure préalable.

En cas de résiliation pour une inexécution de ses obligations par le titulaire, cette résiliation n'emporte aucun droit à l'indemnité de quelque nature que ce soit pour le titulaire.

13.2) Résiliation pour insolvabilité

Si le titulaire est déclaré en état de cessation de paiements ou est engagé dans toute procédure ayant pour objet de constater la cessation de paiement, le GHT pourra alors, dans les conditions du droit applicable, résilier immédiatement le marché par notification écrite par lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation aura lieu de plein droit et sans formalité.

Les prestations commandées et en cours seront payées en fonction de leur état d'avancement, estimées d'un commun accord.

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation, Il sera fait application de l'article 39.2 du C.C.A.G. – F.C.S.

13.3) Résiliation du marché pour changement économique

En cas de changement de réglementation ou de toute décision des organismes de tutelle ayant un impact tel sur l'activité du GHT que l'intérêt du GHT au marché et l'équilibre économique du marché soient gravement atteints, le GHT pourra demander la résiliation totale du marché.

13.4) Résiliation pour non-respect de la réglementation

Le titulaire s'engage à respecter les normes juridiques en vigueur. Le titulaire reconnaît que cet engagement de sa part est un engagement essentiel et que son non-respect justifierait la résiliation du marché à ses torts.

ARTICLE 14 **DISPOSITIONS DIVERSES**

14.1) Non validité partielle et titre

Si l'une ou plusieurs stipulations du présent marché sont tenues en tout ou partie pour non valides ou déclarées telles en application d'une loi ou d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée, étant précisé que le GHT ou le titulaire pourront d'un commun accord convenir de remplacer la ou les stipulations invalidées.

En cas de difficultés d'interprétation entre l'un quelconque des titres figurant en tête des clauses et l'une quelconque des clauses, les titres seront déclarés inexistantes.

14.2) Renonciation

Le fait pour le GHT de ne pas se prévaloir d'un manquement du titulaire du marché à l'une quelconque des obligations visées dans le marché, ne saurait être interprété, pour l'avenir, comme une renonciation à bénéficier de l'obligation en cause. Le retard ou l'omission par le GHT à faire valoir un droit ne peut altérer le droit en question ni même être considéré comme une renonciation à son exercice.

14.3) Cautionnement

Le titulaire est dispensé de la constitution d'un cautionnement

14.4) Démarche commerciale

Le titulaire s'interdit de faire toutes démarches commerciales auprès des services concernés par le présent marché, sans avoir obtenu, au préalable, l'accord expresse du Directeur des Services Techniques et Hôtelières.

14.5) Notification électronique

Le GHT se réserve la possibilité de notifier les documents modifiant le marché public (avenant, décompte de résiliation, acte spécial de sous-traitance etc....) par voie électronique. A cette fin, le profil acheteur du pouvoir adjudicateur sera utilisé afin de garantir la confidentialité et la traçabilité des échanges.

14.6) Obligation du titulaire quant à son personnel

En cas d'arrêt de travail pour faits de grève des salariés du titulaire, le titulaire du marché sera tenu d'exécuter obligatoirement un service minimum dont les modalités ainsi que la durée seront précisées par la Direction de l'établissement.

ARTICLE 15 **REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de contestation à l'occasion de la validité, l'interprétation, l'exécution, l'inexécution ou la résiliation du présent marché, les parties s'efforceront de la régler à l'amiable avant toute action en justice, conformément au chapitre 8 du C.C.A.G-F.C.S.

Cette procédure de conciliation ou de tentative de règlement à l'amiable du litige pourra être réalisée par l'application de l'article 46 du C.C.A.G-F.C.S.

En cas de litige, le différend sera soumis à la compétence du Tribunal Administratif de Rouen (76 Seine Maritime) – France.

ARTICLE 16

DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

CCP
3.2

CCAG
4.1

Objet
Pièces contractuelles

DATE :

SIGNATURE ET CACHET DE L'ENTREPRISE :

Précédés de la mention "lu et approuvé"